

2° dans l'alinéa 2, 2°, entre le membre de phrase « minimum 15 lieux de couchage » et le mot « remplissant » est inséré le membre de phrase « et maximum 49 lieux de couchage ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 4/3, rédigé comme suit :

« À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, une administration locale est éligible à une subvention forfaitaire de la Région flamande de 270 euros par mois par lieu de couchage public.

Le lieu de couchage public visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> remplit les conditions énoncées à l'article 3, alinéa 2, à l'exception du point 4°. Il répond en outre aux conditions suivantes :

1° il est disponible le dernier jour du mois et les 59 jours civils précédents ;

2° il se trouve à une adresse qui, le dernier jour du mois, compte minimum 50 lieux de couchage remplissant la condition énoncée au point 1°. ».

**Art. 4.** À l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, le montant « 35 euros » est remplacé par le montant « 39,2 euros » ;

2° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le montant « 20 euros » est remplacé par le montant « 22,4 euros » ;

3° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le montant « 15 euros » est remplacé par le montant « 16,8 euros » ;

4° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, le montant « 15 euros » est remplacé par le montant « 16,8 euros » ;

5° dans le § 4, le montant « 5,90 euros » est remplacé par le montant « 6,6 euros ».

**Art. 5.** Dans l'article 7, alinéa 5, du même arrêté, le montant « 5,90 euros » est remplacé par le montant « 6,6 euros ».

**Art. 6.** L'article 11 est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Au plus tard le 31 décembre 2023, l'agence paie une troisième fois le montant de subvention fixé, sur la base des informations dont elle dispose au 30 septembre 2023. ».

**Art. 7.** Dans l'article 22, alinéa 3, du même arrêté, la date « 31 mars 2023 » est remplacée par la date « 30 juin 2023 ».

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Art. 9.** Le ministre flamand ayant la gestion facilitaire dans ses attributions, le ministre flamand ayant l'administration intérieure et la politique des villes dans ses attributions et le ministre flamand ayant la politique du logement dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 décembre 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand des Affaires étrangères,  
de la Culture, de la Numérisation et de la Gestion facilitaire,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Administration intérieure, de la Gouvernance publique,  
de l'Insertion civique et de l'Égalité des Chances,

B. SOMERS

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,  
M. DIEPENDAELE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/207332]

**24 NOVEMBRE 2022.** — Décret relatif à la diffusion et à la réutilisation des informations du secteur public (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose la directive (UE) 2019/1024 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public (refonte).

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° l'organisme public :

a) la Région wallonne;

b) les provinces et les communes;

c) les régies autonomes provinciales et communales;

d) les établissements locaux chargés de la gestion du temporel du culte;

e) les agglomérations et les fédérations de communes;

f) les associations de provinces, les intercommunales et les associations de projet;

g) les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement, de la Région wallonne;

h) toute personne morale sur laquelle un organisme ou un groupe d'organismes visés aux a), b), c), d), e), f) ou g), peut exercer directement ou indirectement une influence dominante en raison soit : i) de la propriété de la majorité du capital souscrit;

ii) d'un financement majoritaire;

iii) du contrôle de la gestion;

iv) de la possession d'une majorité des voix attachées aux parts émises;

v) de la composition de l'organe d'administration ou de direction, si plus de la moitié des membres de ce dernier ont été désignés par l'organisme public;

i) la personne physique ou la personne morale de droit privé qui gère un service public;

2° l'information : toute donnée qu'un organisme public possède quel que soit le support ou la forme de conservation de celle-ci, à l'exclusion des programmes informatiques, des logos, armoiries ou insignes et de l'information environnementale telle que définie à l'article D.6, 11°, du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement;

3° la diffusion : toute communication d'information émanant d'un organisme public, quel que soit le support, ne s'adressant pas à une ou plusieurs personnes déterminées, d'initiative ou en exécution d'une norme régissant la diffusion de l'information détenue par les autorités publiques;

4° la mise à disposition : toute communication d'information émanant d'un organisme public en réponse à une demande d'une ou plusieurs personnes déterminées, en exécution d'une norme régissant le droit d'accès à l'information détenue par les autorités publiques;

5° la réutilisation : l'utilisation, par des personnes physiques ou morales, d'informations détenues par des organismes publics, à des fins commerciales ou non commerciales autres que l'objectif initial pour lequel les données ont été produites ou collectées par ces organismes, à l'exception de l'échange d'information entre des organismes publics aux seules fins de l'exercice de leur mission de service public;

6° la donnée à caractère personnel : la notion visée à l'article 4, 1), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE;

7° l'anonymisation : le processus de transformation des informations en informations ne permettant pas de remonter à une personne physique identifiée ou identifiable, ou le processus consistant à rendre anonymes des données à caractère personnel de telle sorte que la personne concernée ne soit pas ou plus identifiable;

8° la donnée dynamique : l'information sous forme numérique faisant l'objet d'actualisations fréquentes ou en temps réel;

9° les données de la recherche : les informations sous forme numérique, autres que des publications scientifiques, qui sont recueillies ou produites au cours d'activités de recherche scientifique et utilisées comme éléments probants dans le processus de recherche, ou dont la communauté scientifique admet communément qu'elles sont nécessaires pour valider des conclusions et résultats de la recherche;

10° les données de forte valeur : les informations dont la réutilisation est associée à d'importantes retombées positives au niveau de la société, de l'environnement et de l'économie, en particulier parce qu'elles se prêtent à la création de services possédant une valeur ajoutée, d'applications et de nouveaux emplois décents et de grande qualité, ainsi qu'en raison du nombre de bénéficiaires potentiels des services et applications à valeur ajoutée fondés sur ces informations;

11° la métadonnée : l'élément décrivant une information et qui permet de retrouver, d'inventorier et d'utiliser cette information;

12° l'API : Application Programming Interface, une interface de programmation d'application, à savoir un ensemble de fonctions, de procédures, de définitions et de protocoles pour la communication de machine à machine et l'échange transparent de données;

13° le format lisible par machine : tout format de fichier structuré de telle manière que des applications logicielles couramment utilisées peuvent facilement identifier, reconnaître et extraire des données ainsi que leur structure interne;

14° le format ouvert : tout format de fichier indépendant des plateformes utilisées et mis à disposition du public sans restriction empêchant la réutilisation;

15° l'interopérabilité : la capacité d'un produit ou d'un système de communiquer et d'échanger des données avec d'autres produits ou systèmes existants ou futurs sans restriction d'accès ou de mise en oeuvre, les données échangées étant compréhensibles par chaque système et leur sens n'étant pas dénaturé lors de l'échange;

16° l'organisme public de référence : l'organisme public désigné par le Gouvernement, en vertu d'une disposition légale ou réglementaire, en qualité de gestionnaire unique pour une information déterminée;

17° la directive : la directive (UE) 2019/1024 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public (refonte).

**Art. 3.** Le présent décret n'affecte pas l'existence ou la titularité de droits de propriété intellectuelle.

**Art. 4.** Le Gouvernement désigne l'instance au sein des services du Gouvernement chargée d'administrer une plateforme répertoriant les informations diffusées et les droits d'exclusivités et présentant les licences et les directives relatives à la mise en oeuvre des chapitres 3 et 4.

## CHAPITRE 2. — *Gestion des informations*

**Art. 5.** L'organisme public met en oeuvre les mesures techniques et organisationnelles visant à garantir le respect des obligations du présent décret dès la conception de l'information. Il veille à garantir au minimum la qualité, l'intégrité et le stockage de l'information ainsi que la définition de processus de gestion de celle-ci. En tenant compte de l'état des connaissances, des coûts de mise en oeuvre, de la nature de l'information, de sa portée et des capacités de l'organisme public, l'organisme public s'assure que les informations créées ou en sa possession sont accessibles, mises à jour, interopérables et réutilisables.

**Art. 6.** L'organisme public s'assure que ses métadonnées sont complètes, accessibles, à jour et d'une qualité suffisante rendant possible la recherche, l'inventaire et l'utilisation des informations.

**Art. 7.** Le Gouvernement peut prévoir des mesures techniques et organisationnelles précises pour répondre aux articles 5 et 6.

**Art. 8.** Seul un organisme public de référence peut créer, modifier ou supprimer les informations dont la gestion lui est confiée.

#### CHAPITRE 3. — *Diffusion des informations*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le présent chapitre s'applique aux informations collectées ou créées dans le cadre d'activités de service public ou de la fourniture de services d'intérêt général, dévolues à un organisme public soit en vertu d'une loi, d'un décret, d'un arrêté ou de ses statuts, soit conformément aux pratiques administratives courantes.

§ 2. Le présent chapitre ne s'applique pas :

1° aux organismes publics assurant la fourniture de services audio ou audiovisuels accomplissant une mission de diffusion de service public;

2° aux institutions culturelles autres que des bibliothèques, des musées et des archives;

3° aux informations détenues par les organismes publics visés à l'article 2, 1°, h), relatives aux activités directement exposées à la concurrence et qui ne sont pas soumises aux règles relatives à la passation des marchés.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. L'organisme public diffuse les informations et les métadonnées les concernant, sous format ouvert et lisible par machine. L'organisme public peut déroger à ces conditions de format en motivant sa décision.

§ 2. Un organisme public peut décider de ne pas diffuser une information si une information identique a déjà fait l'objet d'une diffusion par un autre organisme public.

L'organisme public de référence est le seul à pouvoir diffuser ou autoriser la diffusion de l'information dont la gestion lui est confiée.

§ 3. Les informations diffusées par les organismes publics sont répertoriées sur la plateforme visée à l'article 4.

Les organismes publics communiquent à l'instance visée à l'article 4 les renseignements nécessaires pour répertorier les informations diffusées.

**Art. 11.** L'information est accompagnée de ses métadonnées qui comprennent au minimum :

1° le titre, une description résumée, la date de création, la date de mise à jour et les conditions de réutilisation de l'information;

2° le propriétaire et le responsable de la gestion et de la diffusion de l'information.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. L'organisme public diffuse les données dynamiques et les données de forte valeur, dont la liste est établie par la Commission européenne conformément à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, de la directive, en recourant à des API appropriées et, le cas échéant, sous la forme d'un téléchargement de masse. Le Gouvernement désigne, pour chaque donnée de forte valeur, un organisme de référence.

§ 2. L'organisme public diffuse les données dynamiques immédiatement après la collecte.

Si la diffusion immédiate excède ses capacités financières ou techniques, lui imposant un effort disproportionné, l'organisme public diffuse les données dynamiques dans un délai raisonnable ou avec des restrictions techniques temporaires, qui ne portent pas atteinte à leur exploitation.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Ne sont pas diffusées, les informations :

1° contenues dans un document à l'égard duquel des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle, sauf dans les cas où le tiers et la personne à laquelle les droits ont été transmis, en autorisent la diffusion;

2° dont l'accès est limité ou exclu conformément à un règlement européen, une loi ou un décret;

3° soumises à une obligation de secret ou de confidentialité imposée à l'organisme public, en vertu d'un règlement européen, d'une loi, d'un décret ou d'une convention, ou au secret des délibérations du Gouvernement et des autorités responsables relevant du Gouvernement ou auxquelles une autorité régionale est associée.

§ 2. Les données à caractère personnel peuvent être anonymisées en vue d'une diffusion, et ce aussi longtemps qu'elles peuvent encore être traitées par l'organisme public pour la finalité de leur collecte ou de leur création initiale.

Le responsable du traitement des données à caractère personnel au sens de la réglementation européenne est l'organisme public qui procède à la diffusion des informations.

Le Gouvernement précise les techniques et stratégies d'anonymisation présentant les exigences requises.

**Art. 14.** L'organisme public peut décider de ne pas diffuser une information lorsque la diffusion entraîne des efforts d'adaptation disproportionnés, dépassant une manipulation simple du support de l'information. L'organisme public n'est pas tenu de collecter l'information qu'il ne possède pas ou d'en modifier le contenu lors de la diffusion pour répondre à la demande d'un tiers.

En cas de cessation de la production ou de la conservation d'un type d'informations, l'organisme public concerné informe de cette décision dès son adoption via la plateforme visée à l'article 4.

**Art. 15.** Sans préjudice de l'article 18, l'accès à l'information diffusée est gratuit.

#### CHAPITRE 4. — *Réutilisation des informations*

**Art. 16.** Le présent chapitre s'applique à toute information diffusée ou mise à disposition. Ne sont pas soumises au présent chapitre :

1° les informations contenues dans un document à l'égard duquel un tiers détient des droits de propriété intellectuelle, sauf dans les cas où ce tiers en autorise la réutilisation;

2° les données de la recherche sauf dans le cas où la recherche est financée par et au moyen de fonds publics ou dans le cas où les informations sont déjà diffusées par l'intermédiaire d'une archive ouverte ou thématique.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. L'organisme public autorise la réutilisation des informations sur la base d'une licence. Le Gouvernement définit les licences qui peuvent être utilisées présentant un ensemble de conditions de réutilisation. Le Gouvernement précise également la licence utilisée par défaut. En complément aux licences déterminées par le Gouvernement, l'organisme public peut ajouter des conditions pour des raisons juridiques ou techniques qu'il explicite.

Si des conditions supplémentaires sont imposées, l'organisme public diffuse ou transmet au demandeur, dans les trente jours de sa demande, l'offre de licence sous forme électronique.

Les conditions ne sont pas discriminatoires pour des catégories comparables de réutilisation, ne limitent pas indûment les possibilités de réutilisation et ne restreignent pas la concurrence.

Le Gouvernement peut fixer les modalités qui encadrent l'ajout des conditions supplémentaires.

§ 2. L'organisme public peut mettre fin à toute réutilisation, sans dédommagement, dès le moment où il constate que l'utilisateur ne respecte pas les conditions de la licence.

§ 3. Lorsque la demande de réutilisation concerne des données à caractère personnel, celles-ci sont préalablement anonymisées.

Le responsable du traitement des données à caractère personnel au sens de la réglementation européenne est l'organisme public qui autorise la réutilisation des informations.

Le Gouvernement précise les techniques et stratégies d'anonymisation présentant les exigences requises pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. La réutilisation d'information est gratuite. Toutefois, le Gouvernement peut autoriser le recouvrement des coûts marginaux occasionnés par l'anonymisation de données à caractère personnel et les mesures prises pour protéger des informations confidentielles à caractère commercial.

§ 2. Sauf en ce qui concerne les données de la recherche, le paragraphe 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux organismes publics :

1° qui génèrent des recettes destinées à couvrir une part substantielle des coûts liés à l'accomplissement de leurs missions de service public lorsque la gratuité a une incidence importante sur le budget des organismes publics concernés;

2° qui sont des bibliothèques, musées et services d'archives;

3° visés à l'article 2, 1°, h), pour les données de forte valeur, si la réutilisation gratuite entraîne une distorsion de concurrence sur les marchés concernés.

Le Gouvernement diffuse la liste des organismes publics visés à l'alinéa

1<sup>er</sup>, 1°.

Concernant les données de forte valeur, la redevance, déterminée pour la réutilisation sur la base de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est réclamée pour une durée maximale de deux ans à partir de l'entrée en vigueur de l'acte d'exécution concerné visé à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, de la directive.

§ 3. L'organisme public calcule, conformément à ses règles comptables, le montant de la redevance réclamée pour la réutilisation.

La redevance est évaluée uniquement sur la base du coût :

a) de collecte;

b) de production;

c) de conservation;

d) d'acquisition des droits;

e) de reproduction;

f) de mise à disposition;

g) de diffusion;

h) d'anonymisation des données à caractère personnel;

i) des mesures de protection de la confidentialité des informations à caractère commercial.

Elle peut être majorée par un retour sur investissement raisonnable, correspondant à un pourcentage de la redevance globale, ne dépassant pas de plus de cinq pour cent le taux d'intérêt fixe de la Banque Centrale Européenne.

§ 4. La plateforme visée à l'article 4 du présent décret publie :

1° la liste visée au paragraphe 2, alinéa 2;

2° la méthode de calcul et le montant des redevances visés au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 19.** Le Gouvernement facilite la réutilisation des données de forte valeur, déterminées conformément aux actes d'exécution visés aux articles 13 et 14 de la directive.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat d'exclusivité de réutilisation est interdit à moins qu'il soit nécessaire à la prestation d'un service d'intérêt général. En ce cas, l'organisme public qui l'accorde :

1° examine le bien-fondé du droit d'exclusivité tous les trois ans au moins; 2° le diffuse sur son site internet.

Les termes utilisés dans les contrats d'exclusivité conclus après le 16 juillet 2019 sont transparents.

La période d'exclusivité concernant la numérisation de ressources culturelles ne dépasse pas dix ans, sauf décision motivée de l'organisme public. En ce cas, la période d'exclusivité est réexaminée lors de la onzième année puis, le cas échéant, tous les sept ans.

Une copie des ressources culturelles numérisées est adressée gratuitement à l'organisme public qui, à l'expiration de la période d'exclusivité, la diffuse.

§ 2. Les dispositifs juridiques ou pratiques qui, sans accorder expressément de droit d'exclusivité, visent à restreindre la réutilisation des informations, ou qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles de la restreindre, sont rendus publics en ligne au moins deux mois avant leur entrée en vigueur.

L'effet de tels dispositifs fait l'objet régulièrement et, en toute hypothèse, tous les trois ans, d'un réexamen. Les termes définitifs de ces accords sont transparents et publiés en ligne.

§ 3. Le contrat d'exclusivité en vigueur au 17 juillet 2013 qui ne relève pas des exceptions prévues aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 prend fin à la date d'échéance du contrat et au plus tard le 18 juillet 2043.

**Art. 21.** La Commission d'accès aux documents administratifs instituée par l'article 8 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration connaît des recours et demandes introduites en vertu du présent chapitre.

La procédure établie par les articles 8*bis* et suivants du même décret est respectée.

CHAPITRE 5. — *Disposition transitoire*

**Art. 22.** Aussi longtemps que la plateforme visée à l'article 4 n'est pas active, les informations autres que les géodonnées diffusées par les organismes publics sont répertoriées sur un portail géré par l'Agence du Numérique.

**Art. 23.** L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique évalue en 2030 la mise en œuvre du présent décret. L'évaluation est transmise au Gouvernement et au Parlement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 24 novembre 2022.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

P. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

C. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

C. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—————  
Note

(1) Session 2022-2023

Documents du Parlement wallon, 1078 (2022-2023) N<sup>os</sup> 1 à 5

Compte rendu intégral, séance plénière du 23 novembre 2022

Discussion

Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/207332]

**24. NOVEMBER 2022 — Dekret über die Verbreitung und Weiterverwendung von Informationen des öffentlichen Sektors (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret setzt die Richtlinie (EU) 2019/1024 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Juni 2019 über offene Daten und die Weiterverwendung von Informationen des öffentlichen Sektors (Neufassung) um.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Öffentliche Einrichtung:

- a) die Wallonische Region;
- b) die Provinzen und Gemeinden;
- c) die provinziellen und kommunalen autonomen Regionen;
- d) 4° die lokalen Einrichtungen, die mit der Verwaltung der weltlichen Güter des Kultes beauftragt sind;
- e) die Gemeindeagglomerationen und die Gemeindeföderationen;
- f) die Provinzvereinigungen, die Interkommunalen und die Projektvereinigungen;
- g) die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die direkt oder indirekt von der Wallonischen Region abhängen;
- h) jede juristische Person, auf die eine unter Buchstabe a, b, c, d, e, f oder g genannte Körperschaft oder Gruppe von Körperschaften unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann, und zwar entweder aufgrund von:
  - i) dem Besitz der Mehrheit des gezeichneten Kapitals;
  - ii) einer Mehrheitsfinanzierung;
  - iii) der Aufsicht ihrer Leitung;
  - iv) dem Besitz der Mehrheit der mit den ausgegebenen Anteilen verbundenen Stimmrechte;
  - v) der Zusammensetzung des Verwaltungs- oder Leitungsorgans, wenn mehr als die Hälfte der Mitglieder des Verwaltungs- oder Leitungsorgans von der öffentlichen Einrichtung ernannt wurden;
- i) die natürliche Person oder die juristische Person privaten Rechts, die einen öffentlichen Dienst leitet;

2° Information: alle Daten, die eine öffentliche Einrichtung besitzt, unabhängig von der Form des Datenträgers oder der Form ihrer Speicherung, mit Ausnahme von Computerprogrammen, Logos, Wappen oder Insignien und Umweltinformationen gemäß Artikel D.6 Ziffer 11 von Buch 1 des Umweltgesetzbuches;

3° Verbreitung: jede Weitergabe von Informationen durch eine öffentliche Einrichtung, unabhängig von der Form des Datenträgers, die nicht an eine oder mehrere bestimmte Personen gerichtet ist, aus eigener Initiative oder in Ausführung einer Norm, die die Verbreitung von Informationen im Besitz von öffentlichen Behörden regelt;

4° Bereitstellung: jede Weitergabe von Informationen durch eine öffentliche Einrichtung in Beantwortung eines Antrags einer oder mehrerer bestimmter Personen in Ausführung einer Norm, die das Recht auf Zugang von Informationen im Besitz von öffentlichen Behörden regelt;

5° Weiterverwendung: die Nutzung durch natürliche oder juristische Personen von Informationen, die im Besitz öffentlicher Einrichtungen sind, für kommerzielle oder nichtkommerzielle Zwecke, die sich von dem ursprünglichen Zweck, für den die Daten von diesen Einrichtungen erstellt oder gesammelt wurden, unterscheiden, abgesehen vom Austausch von Daten zwischen öffentlichen Einrichtungen ausschließlich im Rahmen der Erfüllung ihres öffentlichen Auftrags;

6° personenbezogene Daten: der in Artikel 4 1) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG genannte Begriff;

7° Anonymisierung: der Prozess, in dessen Verlauf Informationen in Informationen umgewandelt werden, die sich nicht auf eine identifizierte oder identifizierbare natürliche Person beziehen, oder personenbezogene Daten so anonym gemacht werden, dass die betroffene Person nicht oder nicht mehr identifiziert werden kann;

8° dynamische Daten: Informationen in digitaler Form, die häufig oder in Echtzeit aktualisiert werden;

9° Forschungsdaten: Informationen in digitaler Form, bei denen es sich nicht um wissenschaftliche Veröffentlichungen handelt und die im Laufe von wissenschaftlichen Forschungstätigkeiten erfasst oder erzeugt und als Nachweise im Rahmen des Forschungsprozesses verwendet werden oder die in der Forschungsgemeinschaft allgemein für die Validierung von Forschungsfeststellungen und -ergebnissen als notwendig erachtet werden;

10° hochwertige Datensätze: Informationen, deren Weiterverwendung mit wichtigen Vorteilen für die Gesellschaft, die Umwelt und die Wirtschaft verbunden ist, insbesondere aufgrund ihrer Eignung für die Schaffung von Mehrwertdiensten, Anwendungen und neuer, hochwertiger und menschenwürdiger Arbeitsplätze sowie aufgrund der Zahl der potenziellen Nutznießer der Mehrwertdienste und -anwendungen auf der Grundlage dieser Informationen;

11° Metadaten: Elemente, die eine Information beschreiben und ermöglichen, diese Information zu finden, zu inventarisieren und zu verwenden;

12° API: Application Programming Interface, eine Anwendungsprogrammierschnittstelle, d.h. ein Bestand an Funktionen, Verfahren, Definitionen und Protokollen für die Maschine-zu-Maschine-Kommunikation und den transparenten Datenaustausch;

13° maschinenlesbares Format: ein Dateiformat, das so strukturiert ist, dass gängige Softwareanwendungen Daten und deren interne Struktur, leicht identifizieren, erkennen und extrahieren können;

14° offenes Format: ein Dateiformat, das plattformunabhängig ist und der Öffentlichkeit ohne Einschränkungen, die der Weiterverwendung hinderlich wären, zugänglich gemacht wird;

15° Interoperabilität: die Fähigkeit eines Produkts oder Systems, mit anderen bestehenden oder zukünftigen Produkten oder Systemen ohne Zugangs- oder Implementierungsbeschränkungen zu kommunizieren und Daten auszutauschen, wobei die ausgetauschten Daten von jedem System verstanden werden können und ihre Bedeutung beim Austausch nicht verfälscht wird;

16° öffentliche Referenzeinrichtung: die öffentliche Einrichtung, die von der Regierung aufgrund einer Gesetzes- oder Verordnungsbestimmung als alleiniger Verwalter für eine bestimmte Information bestimmt wurde;

17° Richtlinie: die Richtlinie (EU) 2019/1024 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Juni 2019 über offene Daten und die Weiterverwendung von Informationen des öffentlichen Sektors (Neufassung).

**Art. 3** - Das vorliegende Dekret berührt weder das Bestehen von Rechten an geistigem Eigentum noch deren Inhaberschaft daran.

**Art. 4** - Die Regierung bestimmt innerhalb der Dienststellen der Regierung die Instanz, die eine Plattform verwaltet, die die verbreiteten Informationen und Exklusivrechte auflistet und die Lizenzen und Richtlinien für die Umsetzung der Kapitel 3 und 4 präsentiert.

#### KAPITEL 2 — *Verwaltung von Informationen*

**Art. 5** - Die öffentliche Einrichtung setzt die technischen und organisatorischen Maßnahmen um, die sicherstellen sollen, dass die Verpflichtungen aus dem vorliegenden Dekret bereits bei der Konzeption der Informationen eingehalten werden. Sie sorgt dafür, dass mindestens die Qualität, Integrität und Speicherung der Informationen gewährleistet ist und dass Prozesse für die Verwaltung der Informationen festgelegt werden.

Unter Berücksichtigung des Wissensstandes, der Implementierungskosten, der Art der Information, ihres Umfangs und der Fähigkeiten der öffentlichen Einrichtung stellt die öffentliche Einrichtung sicher, dass die erstellten oder in ihrem Besitz befindlichen Informationen zugänglich, aktuell, interoperabel und weiterverwendbar sind.

**Art. 6** - Die öffentliche Einrichtung stellt sicher, dass ihre Metadaten vollständig, zugänglich, aktuell und von ausreichender Qualität sind, um die Suche, Inventarisierung und Nutzung der Informationen zu ermöglichen.

**Art. 7** - Die Regierung kann genaue technische und organisatorische Maßnahmen vorsehen, um die Artikel 5 und 6 zu erfüllen.

**Art. 8** - Nur eine öffentliche Referenzeinrichtung kann die Informationen, mit deren Verwaltung sie betraut ist, erstellen, ändern oder löschen.

#### KAPITEL 3 — *Verbreitung von Informationen*

**Art. 9** - § 1. Das vorliegende Kapitel ist anwendbar auf Informationen, die im Rahmen von Tätigkeiten des öffentlichen Dienstes oder der Erbringung von Dienstleistungen von allgemeinem Interesse, die einer öffentlichen Einrichtung entweder aufgrund eines Gesetzes, eines Dekrets, eines Erlasses oder ihrer Satzung oder gemäß der üblichen Verwaltungspraxis übertragen wurden, gesammelt oder erstellt wurden.

§ 2. Das Kapitel ist nicht anwendbar auf:

1° öffentliche Einrichtungen, die Audio- oder audiovisuelle Dienste anbieten, die einen öffentlichen Sendeauftrag erfüllen;

2° kulturelle Einrichtungen mit Ausnahme von Bibliotheken, Museen und Archiven;

3° Informationen im Besitz der in Artikel 2 Ziffer 1 Buchstabe h genannten öffentlichen Einrichtungen über Tätigkeiten, die unmittelbar dem Wettbewerb ausgesetzt sind und nicht den Vorschriften über die Auftragsvergabe unterliegen.

**Art. 10** - § 1. Die öffentliche Einrichtung verbreitet die Informationen und die sie betreffenden Metadaten in einem offenen, maschinenlesbaren Format. Die öffentliche Einrichtung kann von diesen Formatanforderungen abweichen, indem sie ihre Entscheidung begründet.

§ 2. Eine öffentliche Einrichtung kann beschließen, eine Information nicht zu verbreiten, wenn eine identische Information bereits von einer anderen öffentlichen Einrichtung verbreitet worden ist.

Die öffentliche Referenzeinrichtung ist die Einzige, die die Informationen, mit deren Verwaltung sie betraut ist, verbreiten oder deren Verbreitung genehmigen kann.

§ 3. Die von den öffentlichen Einrichtungen verbreiteten Informationen werden auf der in Artikel 4 genannten Plattform aufgelistet.

Die öffentlichen Einrichtungen übermitteln der in Artikel 4 genannten Instanz die notwendigen Informationen, um die verbreiteten Informationen aufzulisten.

**Art. 11** - Die Information wird von ihren Metadaten begleitet, die mindestens Folgendes umfassen: 1° den Titel, eine zusammenfassende Beschreibung, das Erstellungsdatum, das Aktualisierungsdatum und die Bedingungen für die Weiterverwendung der Information;

2° den Eigentümer und die für die Verwaltung und Verbreitung der Information verantwortliche Person.

**Art. 12** - § 1. Die öffentliche Einrichtung verbreitet dynamische Daten und hochwertige Datensätze, die von der Europäischen Kommission gemäß Artikel 14 Absatz 1 der Richtlinie aufgelistet werden, mithilfe geeigneter API und gegebenenfalls als Massen-Download. Die Regierung bestimmt für jeden hochwertige Datensatz eine Referenzeinrichtung.

§ 2. Die öffentliche Einrichtung verbreitet die dynamischen Daten unmittelbar nach der Erfassung.

Übersteigt die unmittelbare Verbreitung die finanzielle oder technische Leistungsfähigkeit der öffentlichen Einrichtung, so verbreitet sie jene dynamischen Daten innerhalb einer angemessenen Frist oder mit vorübergehenden technischen Beschränkungen, die ihre Nutzung nicht beeinträchtigen.

**Art. 13** - § 1. Folgende Informationen werden nicht verbreitet: 1° Informationen, die in einem Dokument enthalten sind, das geistiges Eigentum Dritter betrifft, außer in Fällen, in denen der Dritte und die Person, auf die die Rechte übertragen wurden, die Verbreitung genehmigen;

2° Informationen, die gemäß einer EU-Verordnung, einem Gesetz oder einem Dekret nicht oder nur eingeschränkt zugänglich sind;

3° Informationen, die einer Geheimhaltungs- oder Vertraulichkeitspflicht unterliegen, die der öffentlichen Einrichtung aufgrund einer EU-Verordnung, eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Vereinbarung auferlegt wurde, oder die der Geheimhaltung der Beratungen der Regierung und der zuständigen Behörden unterliegen, die der Regierung unterstehen oder an denen eine regionale Behörde beteiligt ist.

§ 2. Personenbezogene Daten können für die Verbreitung anonymisiert werden, und zwar so lange, wie sie von der öffentlichen Einrichtung für den Zweck, für den sie ursprünglich erhoben oder erstellt wurden, noch verarbeitet werden können.

Der Verantwortliche für die Verarbeitung personenbezogener Daten im Sinne der EU-Vorschriften ist die öffentliche Einrichtung, die die Informationen verbreitet.

Die Regierung legt die Anonymisierungstechniken und -strategien fest, die den verlangten Anforderungen entsprechen.

**Art. 14** - Die öffentliche Einrichtung kann beschließen, eine Information nicht zu verbreiten, wenn die Verbreitung mit einem unverhältnismäßig hohen Anpassungsaufwand verbunden ist, der über eine einfache Bearbeitung des Informationsträgers hinausgeht.

Die öffentliche Einrichtung ist nicht verpflichtet, Informationen, über die sie nicht verfügt, zu sammeln oder ihren Inhalt bei der Verbreitung zu ändern, um dem Wunsch eines Dritten nachzukommen.

Im Falle der Einstellung der Produktion oder Speicherung einer Art von Informationen informiert die betreffende öffentliche Einrichtung über diese Entscheidung, sobald sie über die in Artikel 4 genannte Plattform getroffen wurde.

**Art. 15** - Unbeschadet des Artikels 18 ist der Zugang zu den verbreiteten Informationen kostenfrei.

#### KAPITEL 4 — Weiterverwendung von Informationen

**Art. 16** - Das vorliegende Kapitel ist auf alle verbreiteten oder zur Verfügung gestellten Informationen anwendbar.

Nicht unter dieses Kapitel fallen:

1° Informationen, die in einem Dokument enthalten sind, das geistiges Eigentum Dritter betrifft, außer in Fällen, in denen ein Dritter die Verbreitung genehmigt;

2° Forschungsdaten, außer wenn die Forschung durch und mit öffentlichen Mitteln finanziert wird oder wenn die Informationen bereits über ein offenes oder thematisches Archiv verbreitet werden.

**Art. 17** - § 1. Die öffentliche Einrichtung erlaubt die Weiterverwendung der Informationen auf der Grundlage einer Lizenz. Die Regierung legt fest, welche Lizenzen verwendet werden dürfen, die eine Reihe von Bedingungen für die Weiterverwendung enthalten. Die Regierung legt auch fest, welche Lizenz standardmäßig verwendet wird.

Zusätzlich zu den von der Regierung festgelegten Lizenzen kann die öffentliche Einrichtung aus rechtlichen oder technischen Gründen, die sie erläutert, weitere Bedingungen hinzufügen.

Wenn zusätzliche Bedingungen auferlegt werden, verbreitet oder übermittelt die öffentliche Einrichtung dem Antragsteller innerhalb von 30 Tagen nach dessen Antrag das Lizenzangebot auf elektronischem Wege.

Die Bedingungen sind für vergleichbare Kategorien der Weiterverwendung nichtdiskriminierend, beschränken die Möglichkeiten der Weiterverwendung nicht unangemessen und schränken den Wettbewerb nicht ein.

Die Regierung kann die Modalitäten festlegen, die den Rahmen für die Aufnahme zusätzlicher Bedingungen bilden.

§ 2. Die öffentliche Einrichtung kann jede Weiterverwendung entschädigungslos beenden, sobald sie feststellt, dass der Nutzer die Bedingungen der Lizenz nicht einhält.

§ 3. Wenn der Antrag auf Weiterverwendung personenbezogene Daten betrifft, werden diese zuvor anonymisiert.

Der Verantwortliche für die Verarbeitung personenbezogener Daten im Sinne der EU-Vorschriften ist die öffentliche Einrichtung, die die Weiterverwendung von Informationen erlaubt.

Die Regierung legt die Anonymisierungstechniken und -strategien fest, die den verlangten Anforderungen für die Anwendung von Absatz 1 entsprechen.

**Art. 18 - § 1.** Die Weiterverwendung von Informationen ist kostenfrei. Allerdings kann die Regierung die Erstattung der durch die Anonymisierung personenbezogener Daten und Maßnahmen zum Schutz vertraulicher Geschäftsinformationen verursachten Grenzkosten gestatten.

§ 2. Außer in Bezug auf Forschungsdaten gilt § 1 nicht für öffentliche Einrichtungen:

1° die Einnahmen erzielen, um einen wesentlichen Teil der Kosten im Zusammenhang mit der Erfüllung ihrer öffentlichen Aufträge zu decken, wenn die Kostenfreiheit sich wesentlich auf den Haushalt der betreffenden öffentlichen Einrichtungen auswirkt;

2° die Bibliotheken, Museen und Archive sind;

3° gemäß Artikel 2 Ziffer 1 Buchstabe h, für die hochwertigen Datensätze, wenn die kostenfreie Weiterverwendung zu einer Verfälschung des Wettbewerbs auf den betreffenden Märkten führt.

Die Regierung verbreitet die Liste der in Absatz 1 Ziffer 1 genannten öffentlichen Einrichtungen.

Für hochwertige Datensätze wird die Gebühr, die für die Weiterverwendung auf der Grundlage von Absatz 1 Ziffer 1 festgelegt wird, für einen Zeitraum von höchstens zwei Jahren ab dem Inkrafttreten des betreffenden Durchführungsrechtsakts gemäß Artikel 14 § 1 der Richtlinie gefordert.

§ 3. Die öffentliche Einrichtung berechnet in Übereinstimmung mit ihren Buchführungsvorschriften die Höhe der für die Weiterverwendung verlangten Gebühr.

Die Bewertung der Gebühr erfolgt ausschließlich auf der Grundlage der Kosten der:

- a) Erfassung;
- b) Erstellung;
- c) Speicherung;
- d) Rechtklärung;
- e) Reproduktion;
- f) Bereitstellung;
- g) Verbreitung;
- h) Anonymisierung personenbezogener Daten;
- i) Maßnahmen zum Schutz vertraulicher Geschäftsinformationen.

Sie kann durch eine angemessene Gewinnspanne erhöht werden, die einem Prozentsatz der Gesamtgebühr entspricht, der nicht mehr als fünf Prozent über dem festen Zinssatz der Europäischen Zentralbank liegt.

§ 4. Die in Artikel 4 des vorliegenden Dekrets genannte Plattform veröffentlicht:

1° die in Paragraph 2, Absatz 2 genannte Liste;

2° die Berechnungsmethode und die Höhe der Gebühren gemäß Paragraph 3, Absatz 1.

**Art. 19 -** Die Regierung erleichtert die Weiterverwendung von hochwertigen Datensätzen, die gemäß den in den Artikeln 13 und 14 der Richtlinie genannten Durchführungsrechtsakten bestimmt werden.

**Art. 20 - § 1.** Ausschließlichkeitsverträge über die Weiterverwendung sind verboten, es sei denn, dass sie sich für die Bereitstellung eines Dienstes im allgemeinen Interesse als notwendig erweisen. In diesem Fall:

1° überprüft die öffentliche Einrichtung, die ihn gewährt, mindestens alle drei Jahre den Grund für die Erteilung des ausschließlichen Rechts;

2° macht die öffentliche Einrichtung, die den Vertrag gewährt, ihn online öffentlich zugänglich.

Die Bedingungen der nach dem 16. Juli 2019 abgeschlossenen Ausschließlichkeitsverträge müssen transparent sein.

Bezieht sich ein ausschließliches Recht auf die Digitalisierung von Kulturbeständen, darf es für höchstens zehn Jahre gewährt werden, es sei denn, es liegt ein begründeter Beschluss der öffentlichen Einrichtung vor. In diesem Fall wird die Gewährungsdauer im elften Jahr und danach gegebenenfalls alle sieben Jahre überprüft.

Eine Kopie der digitalisierten Kulturbestände wird der öffentlichen Einrichtung gebührenfrei zur Verfügung gestellt, die sie nach Ablauf der Ausschließlichkeitsfrist verbreitet.

§ 2. Rechtliche oder praktische Vorkehrungen, die nicht ausdrücklich ausschließliche Rechte gewähren, die aber darauf abzielen oder bei denen davon ausgegangen werden kann, dass sie die Weiterverwendung von Informationen beschränken, werden spätestens zwei Monate vor ihrem Inkrafttreten online öffentlich zugänglich gemacht.

Die Auswirkungen solcher Vorkehrungen sind Gegenstand regelmäßiger Überprüfungen und werden mindestens alle drei Jahre überprüft. Die endgültigen Bedingungen solcher Vereinbarungen müssen transparent sein und online öffentlich zugänglich gemacht werden.

§ 3. Am 17. Juli 2013 bestehende Ausschließlichkeitsverträge, die nicht unter die Ausnahmen von Paragraph 1 und 2 fallen, werden bei Vertragsablauf, spätestens jedoch am 18. Juli 2043 beendet.



**Art. 21** - Der durch Artikel 8 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung eingerichtete Ausschuss für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen entscheidet über Beschwerden und Anträge, die gemäß dem vorliegenden Kapitel eingereicht wurden. Das in den Artikeln 8bis ff. desselben Dekrets festgelegte Verfahren wird eingehalten.

#### KAPITEL 5 — Übergangsbestimmung

**Art. 22** - Solange die in Artikel 4 genannte Plattform nicht aktiv ist, werden die Informationen, mit Ausnahme von Geodaten, die von öffentlichen Einrichtungen verbreitet werden, auf einem von der Digitalagentur "Agence du Numérique" verwalteten Portal aufgelistet.

**Art. 23** - Das Wallonische Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik ("Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique") bewertet 2030 die Umsetzung des vorliegenden Dekrets. Die Bewertung wird der Regierung und dem Parlament übermittelt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 24. November 2022

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

P. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

C. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

C. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2022-2023

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1078 (2022-2023) Nrn. 1 bis 5

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 23. November 2022

Diskussion

Abstimmung

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/207332]

**24 NOVEMBER 2022.** — Decreet betreffende de verspreiding en het hergebruik van de overheidsinformatie (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Bij dit besluit wordt richtlijn (EU) 2019/1024 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 inzake open data en het hergebruik van overheidsinformatie (herschikking) omgezet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° de openbare instelling :

a) het Waals Gewest;

b) de provincies en gemeenten;

c) de provinciale en gemeentelijke autonome bedrijven;

d) de plaatselijke instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de eredienst;

e) de agglomeraties en federaties van gemeenten;

f) de verenigingen van provincies, intercommunales en projectverenigingen;

g) de publiekrechtelijke rechtspersonen die rechtstreeks of onrechtstreeks, onder het Waalse Gewest ressorteren;

h) elke rechtspersoon waarop een instelling of een groep van instellingen bedoeld in a), b), c), d), e), f) of g), direct of indirect een overheersende invloed kunnen uitoefenen uit hoofde van : i) de eigendom van de meerderheid van het geplaatste kapitaal; ii) een meerderheidsfinanciering;

iii) de controle van het beheer;

iv) het beschikken over de meerderheid van de stemrechten verbonden aan de uitgegeven aandelen;

v) de samenstelling van het bestuurs-, het leidinggevend orgaan indien meer dan de helft van de leden van bedoeld orgaan door de openbare instelling zijn aangewezen;

i) de natuurlijke persoon of privaatrechtelijke rechtspersoon die een overheidsdienst beheert;

2° informatie : alle gegevens waarover een openbare instelling beschikt, ongeacht het medium of de vorm waarin zij zijn opgeslagen, met uitzondering van computerprogramma's, logo's, wapenschilden of insignes en milieu-informatie als bedoeld in artikel D.6, 11°, van boek 1 van het Milieuwetboek;

3° verspreiding : elke mededeling van informatie afkomstig van een openbare instelling, ongeacht het medium, die niet aan een of meerdere specifieke personen is gericht, op eigen initiatief of in overeenstemming met een norm voor de verspreiding van informatie waarover de overheid beschikt;

4° verstrekking : elke mededeling van informatie afkomstig van een openbare instelling in antwoord op een verzoek van een of meerdere specifieke personen, in overeenstemming met een norm betreffende het recht op toegang tot informatie waarover de overheid beschikt;

5° hergebruik : het gebruik, door natuurlijke of rechtspersonen, van informatie waarover openbare instellingen beschikken voor andere commerciële of niet-commerciële doeleinden dan het oorspronkelijk doel waarvoor de gegevens zijn geproduceerd, met uitzondering van de uitwisseling van documenten tussen openbare instellingen uitsluitend met het oog op de vervulling van hun openbare taken;

6° persoonsgegevens : het begrip als bedoeld in artikel 4, 1), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

7° anonimisering : het proces waarbij informatie wordt omgezet in informatie die geen betrekking heeft op een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon, of het proces waarbij persoonsgegevens zodanig anoniem worden gemaakt dat de betrokkene niet of niet meer identificeerbaar is;

8° dynamische gegevens : informatie in digitale vorm die vaak of in real time wordt bijgewerkt;

9° onderzoeksgegevens : andere informatie in digitale vorm dan wetenschappelijke publicaties, die wordt verzameld of geproduceerd tijdens wetenschappelijke onderzoeksactiviteiten en die als bewijs in het onderzoeksproces wordt gebruikt, of waarvan binnen de onderzoeksgemeenschap algemeen wordt erkend dat ze noodzakelijk zijn om onderzoeksresultaten te valideren;

10° hoogwaardige gegevens : informatie waarvan het hergebruik belangrijke voordelen biedt voor de samenleving, het milieu en de economie, met name vanwege hun geschiktheid voor het ontwikkelen van diensten met toegevoegde waarde en van toepassingen, en voor het scheppen van nieuwe, hoogwaardige en fatsoenlijke banen, en vanwege het aantal potentiële begunstigden van op basis van die informatie ontwikkelde diensten of toepassingen met toegevoegde waarde;

11° metadata : het element dat een gegeven beschrijft en het mogelijk maakt het te vinden, te inventariseren en te gebruiken;

12° "API" : Application Program Interface : een interface voor applicatieprogrammering, namelijk een reeks functies, procedures, definities en protocollen die communicatie tussen machines onderling en continue gegevensuitwisseling mogelijk maken;

13° machinaal leesbaar formaat : een bestandsformaat dat zodanig is gestructureerd dat gewoonlijk gebruikte softwaretoepassingen specifieke gegevens en hun interne structuur gemakkelijk kunnen identificeren, herkennen en extraheren;

14° open formaat : één bestandsformaat dat platformafhankelijk is en voor het publiek beschikbaar is zonder enige beperking die het hergebruik verhindert;

15° interoperabiliteit : het vermogen van een product of systeem om met andere bestaande of toekomstige producten of systemen te communiceren en gegevens uit te wisselen zonder beperkingen inzake toegang of implementatie, waarbij de uitgewisselde gegevens door elk systeem kunnen worden begrepen en de betekenis ervan tijdens de uitwisseling niet wordt vervormd;

16° de openbare referentie- instelling : de openbare instelling die door de Regering op grond van een wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling is aangewezen als de enige beheerder van een bepaald stuk informatie;

17° richtlijn : richtlijn (EU) 2019/1024 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 inzake open data en het hergebruik van overheidsinformatie (herschikking) omgezet.

**Art. 3.** Dit decreet heeft geen invloed op het bestaan of het bezit van intellectuele eigendomsrechten.

**Art. 4.** De Regering wijst binnen de diensten van de Regering de instantie aan die belast is met het beheer van een platform waarin de verspreide informatie en de exclusieve rechten worden opgesomd en de vergunningen en richtsnoeren voor de uitvoering van de hoofdstukken 3 en 4 worden gepresenteerd.

#### HOOFDSTUK 2. — *Beheer van de informatie*

**Art. 5.** De openbare instelling treft technische en organisatorische maatregelen om de naleving van de verplichtingen van dit decreet te waarborgen zodra de informatie is ontworpen. Zij waarborgt ten minste de kwaliteit, de integriteit en de opslag van de informatie, alsmede de vaststelling van processen voor het beheer ervan.

Rekening houdend met de stand van de kennis, de uitvoeringskosten, de aard van de informatie, het toepassingsgebied en de capaciteiten van de openbare instelling, zorgt de openbare instelling ervoor dat de gecreëerde of in haar bezit zijnde informatie toegankelijk, bijgewerkt, interoperabel en herbruikbaar is.

**Art. 6.** De openbare instelling zorgt ervoor dat haar metagegevens volledig, toegankelijk, actueel en van voldoende kwaliteit zijn om de informatie te kunnen doorzoeken, inventariseren en gebruiken.

**Art. 7.** De Regering kan voorzien in specifieke technische en organisatorische maatregelen om aan de artikelen 5 en 6 te voldoen.

**Art. 8.** Alleen een openbare referentie-instelling mag informatie waarvan het beheer aan haar is toevertrouwd, creëren, wijzigen of verwijderen.

#### HOOFDSTUK 3. — *Verspreiding van de informatie*

**Art. 9.** § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op informatie die is verzameld of gecreëerd in het kader van activiteiten van openbare dienstverlening of de levering van diensten van algemeen belang, en die krachtens een wet, een decreet, een besluit of de statuten of overeenkomstig de gangbare bestuurspraktijk bij een openbare instelling berust.

§ 2. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op :

1° de openbare instellingen die audio- of audiovisuele diensten verlenen met een publieke omroepaak;

2° andere culturele instellingen dan bibliotheken, musea en archieven;

3° informatie in het bezit van de in artikel 2, 1°, h), bedoelde openbare instellingen die verband houdt met activiteiten die rechtstreeks blootstaan aan concurrentie en die niet onder aanbestedingsregels vallen.

**Art. 10.** § 1. De openbare instelling verspreidt informatie en de bijbehorende metagegevens in een open en machinaal leesbaar formaat. De openbare instelling kan met redenen omkleed afwijken van deze formaatvoorwaarden.

§ 2. Een openbare instelling kan besluiten geen informatie te verspreiden indien identieke informatie reeds door een andere openbare instelling is verspreid.

Alleen de openbare referentie-instelling mag de informatie waarvan het beheer aan haar is toevertrouwd, verspreiden of toestemming geven voor de verspreiding ervan.

§ 3. De door openbare instellingen verspreide informatie wordt vermeld op het in artikel 4 bedoelde platform.

De openbare instellingen verstreken de in artikel 4 bedoelde instantie de informatie die nodig is om de verspreide informatie te inventariseren.

**Art. 11.** De informatie gaat vergezeld van haar metagegevens die omvatten minstens: 1° de titel, een korte beschrijving, de datum van aanmaak, de datum van bijwerking en de voorwaarden voor hergebruik van de informatie;

2° de eigenaar en de persoon die verantwoordelijk is voor het beheer en de verspreiding van de informatie.

**Art. 12.** § 1. De openbare instelling verspreidt de door de Europese Commissie overeenkomstig artikel 14, lid 1, van de richtlijn opgesomde dynamische en hoogwaardige gegevens via passende API's (applicatieprogramma-interface) en, in voorkomend geval, in de vorm van een bulksgewijze download. De Regering wijst een referentieorgaan aan voor elk hoogwaardig gegevensitem.

§ 2. De openbare instelling verspreidt de dynamische gegevens onmiddellijk na het verzamelen ervan.

Indien onmiddellijke verspreiding haar financiële of technische mogelijkheden te boven gaat en onevenredige inspanningen vergt, verspreidt de openbare instelling de dynamische gegevens binnen een redelijke termijn of met tijdelijke technische beperkingen die de exploitatie ervan niet in het gedrang brengen.

**Art. 13.** § 1. Wordt niet verspreid, de informatie :

1° vervat in een document ten aanzien waarvan derden intellectuele-eigendomsrechten bezitten, behalve in gevallen waarin de derde en de persoon aan wie de rechten zijn overgedragen, toestemming geven voor de verspreiding ervan;

2° waartoe de toegang is uitgesloten of beperkt op basis van een Europese verordening, een wet of een decreet;

3° onderworpen aan een verplichting tot geheimhouding of vertrouwelijkheid opgelegd aan de openbare instelling krachtens een Europese verordening, een wet, een decreet of een overeenkomst, of aan de geheimhouding van de beraadslagingen van de Regering en de verantwoordelijke instanties onder het gezag van de Regering of waarmee een gewestelijke overheid verbonden is.

§ 2. Persoonsgegevens mogen met het oog op verspreiding worden geanonimiseerd zolang zij nog door de openbare instelling kunnen worden verwerkt voor het doel waarvoor zij oorspronkelijk zijn verzameld of gecreëerd.

De verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van de Europese regelgeving is de openbare instelling die de informatie verspreidt.

De Regering specificeert de anonimiseringstechnieken en -strategieën die aan de nodige eisen voldoen

**Art. 14.** De openbare instelling kan besluiten een informatie niet te verspreiden wanneer de verspreiding ervan onevenredige aanpassingsinspanningen vergt die verder gaan dan een eenvoudige manipulatie van het informatie-medium.

De openbare instelling is niet verplicht informatie te verzamelen waarover ze niet beschikt of de inhoud van de informatie te wijzigen wanneer deze wordt verspreid om te voldoen aan een verzoek van een derde.

In geval van stopzetting van de productie of bewaring van een soort informatie stelt de betrokken openbare instelling het betrokken besluit in kennis zodra het is aangenomen via het in artikel 4 bedoelde platform.

**Art. 15.** Onverminderd artikel 18 is de toegang tot de verspreide informatie gratis.

#### HOOFDSTUK 4. — *Hergebruik van de informatie*

**Art. 16.** Dit hoofdstuk is van toepassing op alle informatie die wordt verspreid of beschikbaar wordt gesteld. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op:

1° de informatie vervat in een document ten aanzien waarvan derden intellectuele-eigendomsrechten bezitten, behalve in gevallen waarin de derde toestemming geeft voor het hergebruik ervan;

2° onderzoeksgegevens, behalve wanneer het onderzoek wordt gefinancierd door en met openbare middelen of wanneer de informatie reeds wordt verspreid via een via een institutionele of thematische databank.

**Art. 17.** § 1. De openbare instelling staat het hergebruik van informatie toe op basis van een licentie. De Regering bepaalt welke licenties kunnen worden gebruikt met een reeks voorwaarden voor hergebruik.

De Regering geeft ook aan welke standaardlicentie wordt gebruikt.

Naast de door de Regering bepaalde licenties kan de openbare instelling om juridische of technische redenen voorwaarden toevoegen die het uitdrukkelijk vermeldt.

Indien aanvullende voorwaarden worden opgelegd, verspreidt of verzendt de openbare instelling het licentieaanbod in elektronische vorm aan de aanvrager binnen dertig dagen na diens verzoek.

De voorwaarden mogen niet discriminerend zijn voor vergelijkbare categorieën van hergebruik, mogen de mogelijkheden tot hergebruik niet nodeloos beperken en mogen de mededinging aan banden te leggen.

De Regering kan de voorwaarden vaststellen voor de toevoeging van aanvullende voorwaarden.

§ 2. De openbare instelling kan elk hergebruik zonder vergoeding beëindigen zodra ze vaststelt dat de gebruiker de voorwaarden van de licentie niet naleeft.

§ 3. Indien het verzoek om hergebruik persoonsgegevens betreft, worden de gegevens vooraf geanonimiseerd.

De verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van de Europese regelgeving is de openbare instelling die toestemming geeft voor het hergebruik van de informatie.

De Regering specificeert de anonimiseringstechnieken en -strategieën die aan de nodige eisen voldoen voor de toepassing van het eerste lid.

**Art. 18.** § 1. Het hergebruik van informatie is kosteloos. De Regering kan evenwel de terugvordering van de marginale kosten voor de anonimisering van persoonsgegevens en voor maatregelen ter bescherming van commercieel vertrouwelijke informatie toestaan.

§ 2. Met uitzondering van onderzoeksgegevens is paragraaf 1 niet van toepassing op openbare instellingen:

1° die inkomsten genereren om een aanzienlijk deel van de kosten gebonden aan de uitoefening van hun opdrachten van openbare dienst te dekken wanneer de kosteloosheid een aanzienlijke invloed heeft op de begroting van de betrokken openbare instellingen;

2° die bibliotheken, musea en archiefdiensten zijn;

3° die bedoeld zijn in artikel 2, 1°, h) voor hoogwaardige datasets indien het hergebruik tot concurrentievervalsing in de betrokken markten zou leiden.

De Regering publiceert de lijst van openbare instellingen, bedoeld in lid, 1°.

In het geval van hoogwaardige gegevens wordt de op basis van lid 1, 1°, vastgestelde vergoeding voor hergebruik geheven gedurende ten hoogste twee jaar vanaf de inwerkingtreding van de in artikel 14, lid 1, van de richtlijn bedoelde uitvoeringshandeling.

§ 3. De openbare instelling berekent het bedrag van de vergoeding voor het hergebruik volgens zijn boekhoudkundige regels.

De vergoeding wordt uitsluitend vastgesteld op basis van de kosten van :

a) verzameling;

b) productie;

c) bewaring;

d) vereffening van rechten;

e) vermenigvuldiging;

f) Terbeschikkingstelling

g) Verspreiding;

h) anonimisering van persoonsgegevens;

i) maatregelen ter bescherming van commercieel vertrouwelijke informatie.

Ze kan worden verhoogd met een redelijk rendement op de investering, overeenkomend met een percentage van de totale vergoeding, dat de vaste rentevoet van de Europese Centrale Bank met niet meer dan vijf procent overschrijdt.

§ 4. Het in artikel 4 van dit decreet bedoelde platform publiceert:

1° de lijst bedoeld in paragraaf 2, tweede lid;

2° de wijze van berekening en het bedrag van de vergoedingen bedoeld in paragraaf 3, eerste lid;

**Art. 19.** De Regering vergemakkelijkt het hergebruik van hoogwaardige gegevens, vastgesteld overeenkomstig de in de artikelen 13 en 14 van de richtlijn bedoelde uitvoeringshandelingen.

**Art. 20.** § 1. De exclusiviteitsovereenkomst inzake hergebruik is verboden tenzij noodzakelijk voor het verlenen van een dienst van algemeen belang.

In dat geval zal de openbare instelling die de overeenkomst toekent :

1° in ieder geval om de drie jaar, nagaan of de redenen voor het exclusief recht nog steeds geldig zijn; 2° de overeenkomst op haar website publiceren.

De voorwaarden die worden gebruikt in exclusiviteitsovereenkomsten die na 16 juli 2019 worden gesloten, zijn transparant.

De periode van exclusiviteit met betrekking tot de digitalisering van culturele hulpbronnen is echter niet langer dan tien jaar, behoudens met redenen omklede beslissing van de openbare instellingen. In dat geval wordt de exclusiviteitsperiode in het elfde jaar en vervolgens, indien nodig, om de zeven jaar opnieuw bezien.

Een afschrift van de gedigitaliseerde culturele hulpbronnen wordt gratis overgemaakt aan de openbare instelling die na afloop van de exclusiviteitsperiode ze verspreidt.

§ 2. Juridische of praktische regelingen die, zonder expliciet in de toekenning van exclusiviteitsrechten te voorzien, tot doel hebben of redelijkerwijs kunnen worden geacht het hergebruik van informatie voor hergebruik te beperken worden minstens twee maanden voor de inwerkingtreding van die regeling online openbaar gemaakt.

Het effect van dergelijke regelingen wordt regelmatig en in ieder geval om de drie jaar geëvalueerd. De definitieve voorwaarden van deze overeenkomsten moeten transparant zijn en online worden bekendgemaakt.

§ 3. De exclusiviteitsovereenkomst die van kracht is op 17 juli 2013 en die niet voor een uitzondering uit hoofde van de paragrafen 1 en 2 in aanmerking komt, wordt aan het eind van het contract en uiterlijk op 18 juli 2043 beëindigd.

**Art. 21.** De Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten, bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur in het Waalse Gewest, behandelt de beroepen en verzoeken die in het kader van dit hoofdstuk worden ingediend. De procedure van de artikelen 8 *bis* en volgende van hetzelfde decreet wordt gevolgd

HOOFDSTUK 5. — *Overgangsbepaling*

**Art. 22.** Zolang het in artikel 4 bedoelde platform niet actief is, wordt andere informatie dan door openbare instellingen verspreide geodata vermeld op een door het "Agence du numérique" (Agentschap Digitale Technologieën) beheerd portaal.

**Art. 23.** Het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals instituut voor evaluatie, prospectief en statistiek) evalueert de uitvoering van dit decreet in 2030. De evaluatie wordt toegezonden aan de Regering en het Parlement.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 24 november 2022.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,

P. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

C. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,

C. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2022-2023

Stukken van het Waals Parlement 1078 (2022-2023) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 23 november 2022.

Bespreking.

Stemming.

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2022/206924]

**16 DECEMBER 2022.** — Koninklijk besluit houdende benoeming van een rechter in sociale zaken (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek inzonderheid op de artikelen 198 tot 201, 202, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1982, 206, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1987, en 216;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1970 tot vaststelling van het aantal rechters en raadsheren in sociale zaken en van de wijze van voordracht van de kandidaten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 oktober 1970, 4 mei 1971, 11 september 1974, 12 september 1974, 8 juni 1976, 12 oktober 1978, 11 augustus 1982, 6 maart 1984, 18 februari 1994, 19 januari 1999, 16 juni 2006 en 25 maart 2014;

Gelet op de dubbele kandidatenlijsten voorgedragen door de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Tot werkend rechter in sociale zaken, als werknemerarbeider bij de Nederlandstalige arbeidsrechtbank van Brussel wordt benoemd : de heer VANMOL Christiaan, te ZAVENTEM.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2022/206924]

**16 DECEMBRE 2022.** — Arrêté royal portant nomination d'un juge social (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 198 à 201, 202, modifié par la loi du 6 mai 1982, 206, modifié par la loi du 15 mai 1987, et 216;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1970 déterminant le nombre des juges sociaux et des conseillers sociaux et les modalités de présentation des candidats, modifié par les arrêtés royaux du 12 octobre 1970, du 4 mai 1971, du 11 septembre 1974, du 12 septembre 1974, du 8 juin 1976, du 12 octobre 1978, du 11 août 1982, du 6 mars 1984, du 18 février 1994, du 19 janvier 1999, du 16 juin 2006 et du 25 mars 2014;

Vu la liste double de candidats présentés par l'organisation représentative d'employeurs et de travailleurs;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est nommé en qualité de juge social effectif au titre de travailleur ouvrier au Tribunal du travail néerlandophone de Bruxelles : Mr VANMOL Christiaan, à ZAVENTEM.